

Iván Giménez

Grève d'Ariznavarra : 2 ans, 9 mois et 17 jours de dignité



IZAN TA ESAN

001

Grève d'Ariznavarra : 2 ans, 9 mois et 17 jours de dignité

Table des matières

3	A la conquête de la dignité
4	Quand ça commence mal...
7	Un point clé : la caisse de résistance
11	La défense des services publics
14	La « matière première » de notre activité : des personnes fragiles
16	Rendre visible le conflit dans la rue : fondamental
19	Féminin et pluriel: des femmes solidaires
23	Quand la grève entre dans les familles
25	Tension maximale : élections syndicales et plan social
27	Une lumière au bout du tunnel : le jour de la victoire
30	Enfants nés pendant la grève
31	Personnes ayant participé à la grève du début à la fin
33	Vous avez gagné

*Un grand merci à Magali et à Marie
pour la traduction française/Milesker
haundi bat Magali eta Marie-ri frantses
itzulpenarendako*

1 A la conquête de la dignité

“Nos conditions sont si mauvaises que nous n’avons rien à perdre”. Année 2002

“Nous avons un salaire et des conditions dignes, personne ne va nous passer par dessus. Et le plus important, c’est que nous ayons empêché l’expansion de ce modèle antisocial de privatisation”. Décembre 2010

Huit années de différence entre ces deux déclarations - que sépare en fait bien autre chose que le temps. Entre les deux, une lutte a changé les choses, une lutte a changé le camp le plus faible (elles étaient une centaine de femmes au salaire de 590 euros par mois, aux intérêts différents, peu confiantes en leurs propres forces) en une vague déferlante de solidarité, de force et de résistance. Rien ne les a arrêtées, ni la Députation d’Alava (Institution gérant la province), ni la direction de l’établissement gériatrique Ariznavarra de Vitoria-Gasteiz, ni une entreprise géante comme Mapfre.

Ces femmes d’Ariznavarra, on les connaît pour deux grèves. L’une a duré huit mois, de fin 2002 à 2003, et l’autre mille cent trente-six jours : commencée le 18 février 2008, elle s’est achevée le 16 décembre 2010. On ne connaît aucune grève d’une aussi longue durée en Europe, ni d’exemples aussi aboutis de ténacité, de persistance et de foi en la cause défendue.

« Il était tellement évident que nous avons raison que nous ne pouvions faire autrement, il fallait avancer ». C’est ce que résument les représentantes syndicales (toutes déléguées d’ELA) qui étaient en tête de la lutte et servaient d’appui et de coordination à cette centaine de femmes –accompagnées de trois hommes ! - qui pendant huit ans, partis de l’échelon le plus bas du monde professionnel, ont fini par incarner la référence de la lutte, l’étendard dont se sentent fiers les plus de cent mille adhérent(e)s d’ELA.

Vicky Holgado, Beni Rubio, Ana González, María Eugenia Nagore, Ainhoa Viteri, Rebeca Ochoa et Yolanda Briz sont les porte-parole qui résumant et portent le message et l'histoire de ces années "dures, très dures ; mais nous le referions ; ce n'est pas terminé, il faut conserver ce que nous avons acquis. Pas un pas en arrière !".

2 Quand ça commence mal...

« Nous avons la plupart été embauchées par l'établissement à son ouverture, en 2001. Nous touchions cinq cent quatre-vingt-dix euros par mois et travaillions mille huit cents heures par an. La situation était insoutenable. Nous avons décidé de nous organiser, ce qu'a permis le syndicat ELA. À l'époque nous étions dix adhérentes ».

Huit ans plus tard, elles sont presque cent. Elles se sont présentées, premier pas, aux élections syndicales, ont formé un comité d'entreprise de neuf déléguées, toutes d'ELA, qui représentaient cent quinze personnes.

C'est ainsi qu'a débuté l'histoire syndicale ; l'histoire de l'établissement, elle, a commencé bien avant. En 1998 exactement. La Députation d'Alava avait octroyé à Mapfre-Quavita, pour une période de quarante-cinq ans, la gestion de l'établissement Ariznavarra alors en construction. Le Centre était sous autorité publique mais sa gestion privée : un modèle mixte alors inexistant en Alava, qu'au vu des résultats on ne reverra pas de sitôt. Ainsi, les travailleuses d'Ariznavarra effectuaient (et effectuent toujours) le même travail que leurs collègues du réseau public (auquel appartient le Centre) dans des conditions moins avantageuses. « De toute façon - elles insistent sur ce point - nous n'avons jamais voulu devenir fonctionnaires, les grèves n'ont pas été menées ni dans ce but, ni



La grève en 2 mots

Begoña Vázquez • Responsable de ELA-Gasteiz

«Qualité humaine»

L'une des clés du conflit, c'est la capacité de faire équipe. Un grand niveau de complicité dans un collectif de presque cent personnes a été atteint. Elles forment un bloc. Elles sont prêtes à tout. Je ne sais pas si c'est parce que ce sont des femmes mais cultiver et maintenir ces relations a été un élément clef. Pour le dire autrement : la tendresse

et l'affection mutuelles qu'elles se portent ont été essentielles.

La Députation de Alava leur a tourné le dos parce que cette grève remettait en question tout un modèle politique de privatisation des services publics, où ce que l'on offrait à des entreprises avides de profit l'était au détriment de ces femmes qui devaient gagner des clopinettes...

même dans celui de l'égalité professionnelle et salariale - bien que ce soit là l'horizon à se donner pour poursuivre notre combat.

Aujourd'hui, avec le recul des années, il peut sembler que la première grève de huit mois ait servi de ballon d'essai, d'entraînement. Ce qui est certain, c'est que le conflit avait sa propre identité. « Lorsque tu commences une grève, tu ne t'attends pas à ce qu'elle dure autant; il vaut mieux même ne pas le savoir. En 2002 nous n'avions absolument rien à perdre, les salaires étaient minimes, les conditions très mauvaises. Si nous perdions notre travail - assure Vicky Holgado—, nous en aurions trouvé un autre et si nous obtenions quelque chose, c'était de toute façon mieux que ce que nous avions».

Cette grève dura huit mois et se conclut par un arbitrage entre la Députation, Mapfre et ELA. Elle aboutit à une augmentation des salaires de 121% et à une diminution de cent dix heures de travail annuelles, tout cela valable pour une durée de 5 ans. Le coût de cet accord a été à la charge des pouvoirs publics, ce qui fait que « l'entreprise continuait à percevoir les mêmes bénéfices ».

GRÈVE D' ARIZNAVARRA :
2 ANS, 9 MOIS ET 17 JOURS DE DIGNITÉ

L'accord avait une échéance, le 31 décembre 2007, une date fatidique pour les travailleuses. « Cette après-midi là, dernière de l'année, Mapfre-Quativae m'a appelée pour m'indiquer que l'accord était caduque et qu'ils allaient désormais appliquer la convention nationale en vigueur dans ce secteur », se souvient Vicky Holgado.

Du jour au lendemain, le salaire moyen d'une travailleuse allait tomber de mille trois cent quatre-vingt-dix à huit cent soixante euros par mois. « Presque moitié moins mais cette différence continuait à être versée comme une prime personnelle pour les travailleuses qui étaient déjà dans l'entreprise. Ils pensaient ainsi réussir à appliquer la convention nationale pour toutes les nouvelles embauches ». En d'autres termes, les nouvelles recrues percevraient cinq cents euros de moins que nous, ce qui créait ainsi une double échelle salariale « injuste et inacceptable ».

De leur côté, les employées d'Ariznavarra n'étaient pas restées inactives : quelques mois auparavant elles avaient rédigé une proposition de convention collective. Mais là, tout se précipite. A cause de l'attitude de Mapfre-Quavitae : « un beau jour, ils décident de nous enlever presque tout », résume María Eugenia Nagore. « Nous ne pouvions pas l'accepter ». À partir de ce moment-là, les femmes trouvent partout portes closes. « Nous sommes alors poussées à annoncer une nouvelle grève ».



Début 2008, elles ne peuvent pas imaginer la durée de ce conflit qui allait devenir légendaire. « Nous avons alors quelque chose à perdre, ce n'était plus comme en 2002 » expliquent-elles. « La Députation versait beaucoup d'argent à Mapfre mais laissait l'entreprise agir à sa guise ». Il y a eu une période, après plusieurs réunions avec des partis politiques, où il semblait que tout allait s'arranger. « À la fin, on a été obligées de constater que même si tout le monde nous donnait raison, nous encourageait, personne ne bougeait le petit doigt. Même le PNV (Partido Nacionalista Vasco, centre-droit, majoritaire dans la Communauté Autonome Basque), à la tête de la Députation, nous avait donné des raisons d'espérer, mais en janvier 2008, il nous a brutalement tourné le dos » se souviennent les déléguées d'ELA. Anecdote qui dit leur déception : les travailleuses gardent un télégramme envoyé par le PNV à la fin de la grève de 2002-2003. « Ils nous y félicitaient, ils affirmaient que notre situation était injuste ». Et puis, au début d'un nouveau conflit de nature identique, qui allait être plus dur pour nous comme la suite l'a montré, rien de rien, «on ne les a plus entendus, ils ont dit qu'il s'agissait d'un problème entreprise/ salariées et qu'ils n'avaient pas à s'en mêler ».

3 Un point clé : la caisse de résistance

La grève, partielle au début, commence le 18 février 2008, soutenue par ELA mais également par USO dont le représentant participait même au comité de grève. « Au bout de six mois, ceux de USO reprennent le travail car la petite caisse de résistance qu'ils avaient était épuisée mais ELA de son côté tient bon ». Dans de tels cas, la caisse de résistance devient un élément fondamental ; sans elle les travailleurs capables de tenir dans un si long conflit sont des exceptions rarissimes. A Ariznavarra, seules trois grévistes n'avaient pas adhéré à ELA malgré l'énorme sacrifice per-



La grève en 2 mots

Luis Fernández • Secrétaire Général de la Fédération Hainbat

Détermination et transparence

Tu n'es jamais vraiment prêt à un conflit de cette ampleur mais dans la seconde grève (2008-2010) les femmes étaient beaucoup plus préparées pour ce qui allait suivre. Mais nous pensions que l'ennemi, à savoir la Députation d'Alava, allait négocier plus tôt, justement parce qu'elle avait bien vu en 2002 qu'on était capable de tenir jusqu'au bout.

Le plus important, c'est l'honnêteté et la transparence, essentielles, du début à la fin. Les cent grévistes savaient à tout moment ce qui se faisait, dans quelle situation nous étions, et lorsqu'il y avait des négociations elles savaient où nous en étions, ce qui nous obligeait à faire une assemblée générale par semaine. Et comme ça pendant plus de cent semaines... Il y en a eu, des périodes où nous n'avions pas grand-chose à raconter... C'était dur, il fallait continuer à animer la grève. Lorsque quelqu'un se démoralisait, les autres l'entouraient pour le remonter.

La Députation d' Alava qui gérait depuis dix ans la Résidence d'Ariznavarra a décidé de confier cette gestion à une entreprise comme Mapfre et ce pour une cin-

quantaine d'années ! Elle l'a fait en toute connaissance de cause, en connaissant l'absence totale de motivation sociale ou d'intérêt humain de l'entreprise, tant par rapport aux salariées que par rapport aux résidents. Durant tout le conflit, la Députation a donné carte blanche à Mapfre et s'en est lavé les mains. De plus, et cela montre le cynisme politique de ces gens là, pendant ces trois années de conflit, le Député général (« Président » de la Députation) n'a jamais reçu les travailleuses d'Ariznavarra – qui effectuent pourtant un service public sous la responsabilité de la Députation. Exactement l'inverse de ce qu'il faisait lors de conflits dans certaines entreprises privées, où il recevait les représentants des salariés, leur mettait des grandes tapes dans le dos et se faisait prendre en photo à leurs côtés.

Ça a été la plus grande grève de tout Euskal Herria et le PNV n'a même pas daigné recevoir les grévistes. Lors du précédent conflit, au moins, le PP (Partido Popular, droite post-franquiste) a fini par se bouger et agir parce qu'il avait compris qu'il fallait trouver une solution.

sonnel et économique que cela allait supposer pour elles. Les autres membres du groupe étaient syndiquées à ELA -et c'est là une donnée essentielle pour comprendre l'ampleur de la grève- avec bien-sûr des niveaux différents d'ancienneté dans l'organisation et donc des taux

d' accès différent à la caisse de résistance. Mais ce qui aurait pu être un inconvénient s'est transformé en force grâce à la solidarité à l'oeuvre au sein du Collectif d'Ariznavarra. Malgré la caisse de résistance, les grévistes soulignent que « ces trois années ne sont souhaitables à personne ». La grève de 2002 s'est révélée une expérience très utile permettant de mieux affronter l'épreuve qui s'annonçait, de maintenir l'unité du collectif et la détermination dans la lutte.

« En 2002, l'adhésion à ELA n'était pas aussi massive qu'aujourd'hui. Pour soutenir la grève, nous avons alors constitué une caisse commune à partir de ce que nous percevions de la caisse de résistance d'ELA. Ainsi, toutes les travailleuses syndiquées percevaient et perdaient la même somme » explique María Eugenia Nagore. « La formule était si transparente - le compte commun consultable par tous- et fonctionnait si bien qu'on a pris conscience de l'importance de cette caisse de résistance pour gagner le conflit », ajoute Vicky Holgado. Ce fut un élément capital qui explique que lors de la grève entamée en 2008, presque toutes les salariées avaient rejoint ELA. L'adhésion était massive, seules trois grévistes n'étaient pas affiliées au syndicat. « Même avec de l'argent, trois années comme celles-là ne sont souhaitables à personne -insistent-elles- parce qu'après tant de temps, tu as presque perdu la moitié de ton salaire. C'est d'autant plus cruel quand tu compares ton sort à celui des non grévistes : les « jaunes » qui ne faisaient pas grève ont moins travaillé (à cause de la diminution progressive du nombre de résidents), elles ont gagné plus que nous (elles ont continué à toucher leurs salaires complets, des revenus plus importants que ceux que pouvait fournir la caisse de résistance) ; et elles ont perçu les arriérés complets (correspondant à l'augmentation salariale obtenue à la fin du conflit et qui coïncide quasiment aux trois années de grève) : tout cela grâce à notre lutte. Elles nous le doivent entièrement. »

Une fois la grève en marche, Mapfre-Quavita matéréalise, à partir du 20 juin 2008, sa menace de ne pas appliquer la convention d'entreprise. L'entreprise maintient le salaire des travailleuses mais sur une base des 860 euros de la convention nationale, le reste étant versé comme une prime personnelle. Cela constituait une perte salariale importante au ni-

veau du travail de nuit et d'autres compléments, en plus de la double échelle salariale et de l'injustice qui affecterait les nouvelles travailleuses qui entreraient désormais dans l'entreprise sous le régime de la simple convention nationale. Le conflit s'envenime chaque jour d'avantage et s'aggrave quand les travailleuses apprennent que la Députation, gouvernée par le PNV, décide de verser 2,1 millions d'euros à Mapfre-Quavitaë au titre d'arriérés. En outre, le prix journalier que l'administration doit payer pour chaque résident d'Ariznavarra augmente de 43%. « C'est la goutte qui a fait déborder le vase » soulignent les représentantes d'ELA. « En payant ces 2,1 millions, la Députation ne s'est pas soucieuse d'inclure la moindre clause obligeant l'entreprise à destiner une partie de ce montant à la résolution du conflit ; alors que Mapfre commençait à cette même époque à nous appliquer la convention nationale.

La responsable d'ELA, Izaskun Gana, souligne : « l'entreprise a utilisé notre action pour atteindre le meilleur accord possible allant dans le sens de ses intérêts, alors que la Députation aurait dû elle faire pression pour résoudre le conflit ». Face à la recrudescence des protestations, Mapfre-Quavitaë fait marche arrière en ce qui concerne la convention nationale mais continue dans son refus de négocier une convention collective de l'entreprise même si le Gouvernement Basque - comme on peut le lire dans la presse de septembre 2008 - se propose comme médiateur du conflit.

Il faut souligner l'importance du conflit d'Ariznavarra dans la conjoncture actuelle d'application des conventions nationales, pratique facilitée par la réforme récente de la négociation collective approuvée par le Gouvernement espagnol. Trois ans avant cette réforme, les employées d'Ariznavarra prévoyaient déjà qu'accepter la convention nationale n'amènerait que « misère et doubles échelles salariales ». Aucune campagne syndicale n'a été nécessaire pour que les adhérentes d'ELA voient clairement le besoin de s'organiser, de syndicaliser leurs collègues et d'entamer la lutte pour une convention collective spécifique à l'entreprise.

4 La défense des services publics

Il est vrai que la lutte syndicale menée à Ariznavarra n'avait pas pour motif initial la défense des services publics, ici les soins aux personnes dépendantes. Cependant, les travailleuses se sont rendues compte que leur lutte dépassait le simple cadre corporatiste, qu'elle allait au-delà de l'augmentation des salaires et de l'amélioration des conditions de travail : elle défendait un certain modèle de société, elle revendiquait des soins dignes pour toute personnes qui en a besoin. Un engagement social et politique. En face, on trouvait une conception des services sociaux et sanitaires qui n'avait rien à voir : une activité de plus permettant de faire du profit et dans laquelle introduire la loi du marché au détriment des hommes et des femmes.

Pour saisir l'ampleur et le sens de cette bataille en défense d'un service public, il faut examiner de près la dimension financière de la relation entre la Députation d'Alava et l'entreprise gérant l'établissement. Et, si l'on veut comprendre la détermination des travailleuses en grève, une donnée suffit : le paiement de 2,1 millions d'argent public en faveur de Mapfre. « Il suffisait de cinq cent mille euros pour résoudre le conflit »





La grève en 2 mots

Jose Zubiaur • Responsable dans la Fédération
Métallurgie

«Honnêteté et dignité»

Cette victoire fut indescriptible. Ca ne se raconte pas, il faut le vivre. De toute façon, quand se profile l'accord final, ce qui est sûr, c'est que le plus gros du travail est déjà fait. Le plus dur avait eu lieu bien avant.

Entre autres choses, cette grève a prouvé qu'avec de l'organisation et

des gens syndiqués, on peut gagner beaucoup de choses.

Maintenir l'unité n'est pas toujours facile, mais il faut sortir dans la rue et rendre la lutte visible. Si on ne fait que cesser le travail, personne ne voit que tu fais grève.



répète encore Vicky Holgado, présidente du comité d'entreprise. « La Résidence Ariznavarra est un service financé par nos impôts. Les résidents qui y étaient placés auraient pu l'être dans tout autre Centre du réseau provincial, avec une meilleure qualité de service : justement, l'amélioration de cette qualité des services offerts aux résidents était un objectif fondamental de la résolution du conflit.

Les salariées ont toujours maintenu que « sous-traiter un service public de protection sociale est une erreur de base ». Ariznavarra est d'ailleurs le seul exemple en Alava. « Et les choses en resteront là » ajoutent-elles. Les nouvelles Résidences sont gérées publiquement même si dans certains cas, ils ont sous-traité le nettoyage ou les repas. Elles citent en exemple le nouveau Centre de Lakua, qui montre bien comment « nous avons stoppé net le développement de ce modèle de services sociaux publics confiés à une gestion privée visant le profit avant tout ». María Eugenia Nagore renchérit par une anecdote survenue durant la grève. « Une députée du PP nous a avoué lors d'une manifestation de protestation que nous avons dynamité ce modèle ». Vicky Holgado va plus loin. « Je crois que nous lui avons déjà fait réglé son sort dès la première grève, celle de 2002 ». Dans le cas concret d'Ariznavarra, le comité d'entreprise souligne que « la Députation d'Alava paie 7 millions

d'euros par an pour qu'une entreprise dirige le Centre, et se désintéresse ensuite de tout le reste ». Et malgré ça, les effectifs globaux de fonctionnaires d'Alava ont augmenté, et avec eux la masse salariale globale de la Députation. « Pour la financer, ils inventent la formule d'Ariznavarra, pour que notre précarisation compense ce surcoût » ajoutent les travailleuses.

De plus, ces dernières années, le personnel a dû faire face à une rengaine répétée en boucle par les milieux politiques pour dénigrer leur lutte. « Nous sommes fatiguées de répéter que nous ne demandons pas à être fonctionnaires, que nous ne voulons pas contourner les concours d'entrée dans l'administration ni rien de ce genre là » répètent-elles encore et encore. « Nous avons été accusées de vouloir entrer dans l'Administration par la petite porte et de beaucoup d'autres choses » se souvient Beni Rubio. « Ce n'était que des manoeuvres grossières pour nous mettre les gens à dos mais ils n'y sont pas arrivé ». Ce qui est sûr, c'est qu'elles sont attachées à un principe fondamental : « à travail égal, salaire égal ». Même si elles n'ont pas reçu de manifestations de solidarité du personnel des autres Résidences du réseau public d'Alava, les déléguées d'ELA estiment que « les fonctionnaires ont eu tout à gagner de notre victoire sur ce modèle de sous-traitance car si la tentative d'Ariznavarra avait marché, ils auraient été les prochains sur la liste ». Par conséquent, il est absolument clair que si la grève d'Ariznavarra a servi à améliorer les conditions de travail et salariales du personnel, elle a aussi été un rempart contre un modèle de privatisation qui se sert des fonds publics pour précariser l'emploi, favoriser les affaires de certaines entreprises et, qui de plus, engendre un service social de bien moindre qualité. « Nous nous sommes battues pour un système public de services sociaux de qualité » résume Nerea Peña.

5 La « matière première » de notre activité : des personnes fragiles

Outre le fait de combattre la tentative d'introduction de ce modèle mixte (propriété publique et gestion privée) dans les services sociaux, la grève d'Ariznavarra présentait un profil compliqué qui n'existe pas dans les conflits traditionnels de l'industrie. En effet ici les « matières premières de l'activité » sont des personnes, des résidents d'un âge avancé, qui ont besoin de soins. « Si l'on fait grève, le service doit s'en ressentir mais personne n'a manqué d'attention à cause de la grève » soulignent les représentantes d'ELA. De fait, les services minimum étaient très élevés, et pourtant la Députation d'Alava a sanctionné au moins deux fois Mapfre-Quavitae pour assistance inadéquate. La première fois, en avril 2009, par une amende de 44.400 euros et en avril de l'année suivante par une amende de 62.400 euros (dans ce second cas parce qu'il y avait certains postes vacants alors qu'il était obligatoire de les couvrir). « C'est certain, nous n'avons reçu aucun appui de la part des familles des résidents » précisent-elles.



Huit mois après le début de la grève (soit en septembre 2008), la Députation d'Alava a cessé d'envoyer des personnes âgées à Ariznavarra. Ce qui fait que vers la mi-2010, la moitié du Centre était vide et l'Administration économisait alors environ deux millions d'euros sur la taxe qu'elle devait verser à Mapfre-Quavitaë pour sa gestion (le paiement se faisant par personne résidente). « Cette diminution du nombre de résidents a permis, paradoxalement, que la grève du personnel soignant débouche sur un meilleur service, avec un meilleur ratio d'employée par personne résidente : le calcul est vite fait » soulignent les déléguées d'ELA. « Il y avait à chaque fois moins de personnes résidentes avec des services minimums très élevés ». La meilleure preuve que la qualité du service était assurée pendant toute la grève, c'est que malgré la proposition faite aux familles par la Députation d'Alava de transférer les résidents vers d'autres Centres, pratiquement personne n'a accepté : la situation n'était donc pas si mauvaise. Le 22 avril 2008 (deux mois à peine après le début de la grève) les Juntas Générales d'Alava demandèrent à la Députation « de mettre en place un protocole qui assurerait le service adéquat des repas et l'entretien correct des installations ».

Le fait d'avoir comme « matière première » de son travail des personnes est une difficulté supplémentaire lors d'un conflit syndical dans le secteur socio-sanitaire. Les résidents ont été utilisés comme objets de chantage par les autorités politiques et par l'entreprise elle-même. Il y a aussi les familles qui défendent légitimement de manière radicale le bien-être de leurs parents, grands-parents, etc. Toutes les parties en présence ont, plus ou moins, continuellement appelé au professionnalisme des employées en grève, non pas comme un appel « à bien faire leur travail » mais pour « jouer sur leur corde sensible ».

« Vous travaillez avec des personnes, vous n'êtes pas en train de serrer des boulons ». Cette phrase fut ressassée à l'infini à Ariznavarra. « Pour nous ce n'était pas facile de décider la grève, parce que nous finissons toujours par tisser un lien affectif plus ou moins fort - selon chaque personne - avec les résidents, et nous sommes les premières à ne pas vouloir qu'ils subissent le moindre manque d'attention ».

C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut resituer certaines des mesures prises pendant la grève. Ainsi, la presse d'Alava (quotidien Noticias de Alava, du 4 et du 8 octobre 2008) informait qu' « un responsable de la Députation veillerait désormais que les résidents d'Ariznavarra ne soient pas victimes de nouvelles négligences, qu'il contrôlerait le Centre de l'intérieur et qu'il pourrait traiter les plaintes des familles ». À cette époque-là, la Députation signala que quatre résidents allaient être déplacés, à la demande de leurs familles, mais que le manque de places dans d'autres Centres rendait « cette mesure très difficile ». A deux reprises au moins, des plaintes contre la direction du Centre parvinrent jusqu' aux tribunaux et, à l'automne 2008, un groupe de familles alla jusqu'à remettre une lettre au procureur général de l'Alava pour dénoncer le fait que « les médecins d'Ariznavarra sont surchargés de travail et mécontents ; le personnel de la blanchisserie s'occupe de l'entretien des chambres ou de la cafétéria ; les techniciens ont réclamé en vain l'achat de matériel de base, etc. ». Bref, ces familles dénonçaient publiquement le fait que « Mapfre-Quavitaie minimise les dépenses jusqu'à des limites imaginables, à tel point qu'elle frise parfois l'indécence ».

6 Rendre visible le conflit dans la rue : fondamental

Avec tout ça, la grève continuait, lestée par le poids de ces polémiques collatérales qui masquaient parfois l'essentiel : la lutte d'une centaine de femmes (« et trois hommes », se chargent-elles de rappeler) pour améliorer leurs conditions de travail ou du moins pour ne pas perdre ce qu'elles avaient acquis. Mener à bien une grève aussi longue signifie beaucoup plus que le seul fait de ne pas remplir son poste de travail. « Tu

peux ne pas aller au travail sans que personne ne le sache» confirment les travailleuses d'Ariznavarra. «Si ça se résume à ça, cela ne crée aucun problème au chef d'entreprise, surtout avec des services minimums aussi élevés ; et cela dérange ni les politiques ni la Députation. Il faut sortir le conflit dans la rue. Dès que la population entend ce qui se passe, les choses changent ».

De fait, se souviennent-elles, « durant ces presque trois années de grève, nous avons travaillé beaucoup plus que d'habitude, y compris les week-ends, les jours fériés, cela représente beaucoup de sacrifices ». Pour maintenir la cohérence et la discipline nécessaires, les grévistes se sont élaboré un calendrier d'activités, outil essentiel pour ne pas tomber dans l'improvisation ou dans le découragement. Par exemple, les lundis elles se réunissaient devant la Députation d'Alava, les mercredis devant les Juntas Générales et les vendredis elles tenaient une assemblée des travailleuses qui permettait de faire le bilan de la semaine.

« Nous avons tenu des centaines d'assemblées » se souviennent-elles. « C'était le plus approprié parce qu'en plus de nous informer sur l'évolution de la grève, cela nous permettait de nous épauler mutuellement, surtout dans les moments les plus durs ». Particulièrement lorsqu'après huit mois - un an... on ne voyait toujours pas d'issue.

Les mardis et jeudis étaient les jours choisis pour sortir le conflit dans la rue, pour le socialiser en quelque sorte. Les sorties dans les marchés, les différentes villes etc. se succédaient. On ne parcourait pas seulement Vitoria-Gasteiz mais toute l'Alava dans une fourgonnette équipée d'une sono. « En réalité, la fourgonnette ne s'arrêtait pas. Elle a circulé sans arrêt, du lundi au dimanche : elle en a mangé du bitume ! ». « Imagines toi, nous n' avons jamais conduit de fourgonnette et nous nous sommes lancées sur les routes avec toute la détermination du monde; et nous nous en sommes pas mal sorties -souligne Vicky Holgado- vu que nous n'avons eu qu'une seule amende et aucun accrochage ». La sono a été une arme à double tranchant jusqu'à ce que les grévistes pensent à enregistrer une cassette avec les slogans habituels. « Au début, on criait nos slogans nous mêmes, toute la journée, et nous nous retrouvions toutes aphones, les unes après les autres ».

GRÈVE D' ARIZNAVARRA :
2 ANS, 9 MOIS ET 17 JOURS DE DIGNITÉ

Les habitants d'Alava se souviennent encore de cette fourgonnette qui a parcouru leurs rues et leurs routes entre février et avril 2009 avec un message aussi clair que destructeur « Où es-tu Xabier Agirre ? Députation : solution. Ariznavarra en grève. ELA syndicat du Pays Basque ».

Précisément, le Député Général d'Alava de l'époque, Xabier Agirre (PNV) se voit désigner comme un des responsables les plus importants du conflit et elles le lui font « personnellement » savoir. Sans hésiter, les travailleuses d'Ariznavarra inventent une façon originale de célébrer la fête du saint patron d'Alava, à deux reprises, en pleine grève (le 28 avril 2009 et le 28 avril 2010). « Il se trouve que le Député Général est danseur, et il en fait la démonstration devant ses amis et le public le jour de la fête du saint patron sur les esplanades d'Armentia » racontent-elles. Elles s'y sont donc rendues, décidées à « saboter son heure de gloire ». Elles tiennent d'ailleurs à dénoncer le boycott quasi-total de cette action par la presse écrite et le reste des médias. « Mais l'émoi ressenti par Agirre ce jour là en valait la peine à lui seule ». Inutile de dire que le député ne les a pas reçues, ni la responsable des affaires sanitaires et sociales de la Députation, Covadonga Solaguren, malgré les nombreuses demandes écrites. « Elle a eu le culot de nous répondre en disant qu'elle serait ravie de nous recevoir quand la grève serait terminée pour que nous lui racontions comment s'était déroulé l'accord. Mais même ça, elle n'en n'a pas été capable ». Cette responsable politique est la cible des critiques des déléguées d'ELA. « Elle a régulièrement menti comme lorsqu'elle a dit à la presse (quotidien Noticias de Álava, 19-6-2010) que Mapfre offrait des augmentations salariales de 9%; en fait personne n'a jamais vu cette proposition là ».

Ana González énumère d'autres actions plus traditionnelles visant à socialiser le conflit d'Ariznavarra dans la rue. « Nous avons entièrement tapissé Vitoria d'affiches mais les élus se chargeaient de les rendre le moins visibles possible ; ils donnaient tout de suite l'ordre de tout enlever, y compris aux pompiers le cas échéant ! ». Ainsi, elles n'oublient pas que « juste après la fin de la grève, elles ont lu dans la presse que les pompiers et la police municipale de Gasteiz refusaient d'enlever les ban-

deroles ou les affiches revendicatives. Ils auraient pu le décider quelques mois plus tôt, non ? ». En plus des affiches, la ville fut couverte d'auto-collants et « surtout, nous avons beaucoup crié. Nous voyons comment d'autres manifestent maintenant, et nous les trouvons bien timides ! ».

Les femmes d'Ariznavarra criaient et criaient beaucoup : « nous nous mettions en file indienne et personne ne pouvait le rater ; et nous pouvions passer des heures comme ça ». Beni Rubio évoque les « tentes informatives » que le personnel en grève a installées deux fois, durant les fêtes de fin d'année, en plein Centre-ville. « Nous distribuions les txistorra et les paniers de Noël que l'on nous donnait et que nous préférons partager avec les gens qui venaient s'informer de notre situation ». Il y a eu aussi des propositions qui n'ont pas abouti, comme occuper des locaux ou s'enchaîner. En revanche, la proposition de manifester devant le siège central de Mapfre à Madrid a été menée à bien. « Nous y sommes allées le 17 février 2010, malgré un froid glacial, pour que l'entreprise entende de notre propre voix ce qui se passait à Vitoria ».

7 Féminin et pluriel : des femmes solidaires

Ariznavarra a été une grève de femmes, même s'il y avait trois hommes parmi les grévistes. « Pour résumer un peu caricaturalement : autrefois, les femmes s'occupaient des personnes âgées à la maison, et maintenant elles le font en tant qu'employées dans des Résidences du troisième âge, en travaillant beaucoup, et en étant mal payées ». Tel est le diagnostic sans appel de María Eugenia Nagore, qui réfute la conviction répandue que l'égalité des sexes avance continuellement avec le temps, par simple inertie historique. Ce n'est pas le cas, la conquête « il faut l'impulser, se

battre pour et ne pas faiblir». Si tu t'arrêtes pour souffler un peu, ils te font reculer presque sans que tu t'en rendes compte. Racontée par les déléguées d'ELA de cette Résidence de Gasteiz, la lutte des femmes ressemble un peu à l'avancée des expéditions cheminant vers le Pôle Nord. Elles y jouent leur peau, kilomètre après kilomètre contre les tempêtes de neige et le froid mais sous leurs pieds, la banquise polaire glisse sur un océan presque toujours en sens contraire. Elles ont l'impression d'avancer mais souvent ce n'est qu'une illusion, parce que des forces incontrôlées et des inerties opposées à leur propre travail vont ralentir voire neutraliser la lutte pendant plusieurs semaines ou plusieurs mois.

« Même si nous arrivons à obtenir un salaire digne, cette profession continue d'être essentiellement féminine», insistent les déléguées d'ELA à Ariznavarra. Par contre, le fait que la quasi-totalité des travailleuses étaient des femmes a aidé à ce que la grève aboutisse à un succès. « Si la proportion avait été inversée, c'est-à-dire 92 hommes et trois femmes, le conflit aurait été différent, avancement-elles. Peut-être n'aurait-il pas aussi bien réussi, peut-être aurait-il été plus agressif ». Il est assez difficile d'identifier les motifs d'une telle conviction, très enracinée parmi ces travailleuses. Elles pensent « que les femmes ont moins de réticences à parler de leurs problèmes et de leurs peurs entre elles, à s'appuyer franchement les unes sur les autres ; nous sommes plus ouvertes entre nous ». La preuve en était les assemblées du vendredi, à cœur ouvert » résumément-elles. « Dans ces assemblées nous nous racontions absolument tout : ce qui nous arrivait, comment était le moral... Parce que bien souvent , il n'y avait rien de neuf à l'extérieur, ni négociations, ni réunions avec les politiques... ».

Une autre vertu essentielle a été la patience, la certitude que la route serait longue et qu'il fallait maintenir un rythme, une certaine constance. Un marathon ne se gagne pas en accélérant ou à coup de testostérone. Après un an de grève, en mars 2009, trois travailleuses en grève (Nerea Peña, Eva Durán et Elisa Rodriguez) témoignaient de la dureté de ce conflit dans le journal Landeia, spécialement d'un point de vue de femme : « Tu passes une année entière à ne penser qu'à la même chose. Nos vies sont programmées en fonction de la grève. Psychologiquement il faut être



très forte. Avant, à la sortie du travail tu pouvais déconnecter, maintenant ce n'est plus possible. Tu sens que ça te coûte d'avantage pour t'endormir (...). Heureusement, la relation entre nous est formidable ce qui nous donne une force terrible pour continuer de l'avant ». Malgré toutes les difficultés, elles n'ont jamais perdu le nord, et n'ont jamais cessé de voir une petite lumière – bien que très faible parfois - au bout du tunnel. « Aujourd'hui, il reste un jour de moins pour arriver à la fin du conflit. Et même une année de moins ».

C'est pourquoi ces adhérentes d'ELA critiquent tout particulièrement Covadonga Solaguren (PNV), responsable des Affaires Sanitaires et Sociales de la Députation d'Alava : « C'est incroyable qu'en tant que femme, elle n'ait eu aucune sensibilité envers un collectif comme le nôtre. Elle ne voulait pas voir que la précarité à Ariznavarra avait un visage de femme et que ce n'était pas par hasard. En fait, ça lui était peut-être tout à fait égal... ».

À peu près à la même époque, une fois le cap de la première année de grève passé, ELA a dédié la Journée Internationale de la Femme Travailleuse (8 mars 2009) à la lutte de femmes dans plusieurs conflits professionnels alors en cours dans tout Euskal Herria, de telle manière

que cela mettait en évidence une solidarité entre elles toutes. Le Théâtre Arriaga de Bilbao accueille alors une table ronde dans laquelle intervinrent des représentantes syndicales de Residencias de Gipuzkoa (Cruz Menor) ; Limpiezas Impacto de Zornotza–Amorebieta (Eli Artetxe) ; Sabeco de Rentería (Marisa Martín) ; Telemarketing Bizkaia (Begoña Rodríguez) ; Jone Larrañaga (Agifes) ; et, bien sûr, Vicky Holgado (Arznavarra). Voici quelques une des phrases qui marqueront de leur empreinte l'histoire de ces luttes de femmes :

- « Ils utilisent l'argent public pour que le patronat tire son profit sur le dos de nos conditions de travail et du service que nous rendons à la société ».
- « La privatisation s'étend... aux dépend de nos conditions de travail ».
- « Cette lutte ne se gagne pas dans les salons des grands hôtels, entre élites ; notre lutte se gagne dans la rue, jour après jour ».
- « Nous ne cesserons pas la lutte en faveur de l'égalité de traitement. Nous en avons assez des belles paroles. Nous ne croyons rien de ces gens là».
- « Nous avons socialisé parmi nos camarades la nécessité de s'organiser, de se syndiquer. Au début nous n'étions que 6 syndiquées, puis 11, puis 17... et maintenant nous sommes 43 ».
- « Les entreprises qui sous-traitent pour le télémarketing sont des entreprises en pointe... du développement de la précarité ».

La grève d'Arznavarra se mena en parallèle d'autres conflits du même secteur d'activité, qui avaient également en commun le fait de concerner un personnel essentiellement féminin. C'est le cas de Rehavital (à Tudela) et de Faustino Orbegozo (à Zumarraga), qui ont aussi animé de longues grèves contre la sous-traitance des services sociaux et la précarisation de l'emploi féminin que cela impliquait. C'est pourquoi on peut dire que le conflit d'Arznavarra, même s'il a été le plus long et le plus dur, n'est que la pointe de l'iceberg d'une discrimination professionnelle générant une tension qui après avoir couvé durant des années, a explosé.

Pour cela, deux conditions étaient nécessaires : la prise de conscience des travailleuses affectées et la syndicalisation qui s'en suivait.

8 Quand la grève entre dans les familles

Dans les grèves classiques, l'ouvrier rentre chez lui fatigué, parfois de mauvaise humeur, toujours préoccupé... et là, d'habitude, il retrouve le soutien de sa famille, en général de sa femme et de ses enfants. Dans le cas d'Ariznavarra, ce modèle éclate, brisant beaucoup d'idées pré-conçues et obligeant à réajuster de nombreuses habitudes familiales telles que le rôle de la femme, inamovible durant des décennies. C'est la femme qui maintenant arrive chez elle après une manifestation, après des mois de grève et souvent elle a des enfants en bas âge qui l'attendent. Ici commence le récit personnel de dizaines de travailleuses, chez qui la répartition traditionnelle des rôles (père qui lutte, épouse compréhensive) a subi un virage à 180 degrés.

« Ma fille était petite lors de la grève précédente, celle de 2003 - se souvient Vicky Holgado - et c'est à cette époque que nous avons vécu le plus grand changement. Cette fois-ci, j'ai eu plus de chance parce qu'elle était plus grande et moins dépendante ». Quant à María Eugenia Nagore, sa fille a vécu la grève à un âge difficile, de huit à onze ans. « C'est une période qui paraît longue aux adultes mais qui est interminable pour les enfants ; trois ans au milieu de l'enfance c'est énormément de temps ».

Ana González, avec deux fils en bas âge (de trois et six ans au début de la grève), souligne que cet échange du rôle traditionnel avec son compagnon « s'est fait naturellement ; au bout du compte nous défendions nos intérêts communs et les enfants, même s'ils étaient très petits,

venaient parfois avec nous, surtout l'été, et ils nous accompagnaient beaucoup. En définitive, la grève entre dans la famille et se met à faire partie de notre vie et de celle de nos enfants. Sans parvenir à nous dévorer, mais la grève dure tout de même toute la journée, tous les mois, les saisons, et plusieurs années scolaires des enfants... ».

Ainsi, toutes soulignent le soutien reçu à la maison. « Parfois, on aurait mérité de se faire renvoyer de la maison, tellement nous étions souvent de mauvaise humeur... Mais les maris, les couples, les grands-parents... ont été des soutiens essentiels ».

Vicky Holgado quand à elle, mentionne une autre réalité difficile mais inhérente à tout processus aussi long. « Nous avons vécu des moments très désagréables et difficiles comme, par exemple, des proches à qui on a diagnostiqué des maladies graves pendant cette grève. Dans une situation normale, elles auraient arrêté le travail et, d'une certaine manière, nous aurions perdu le contact. Là par contre, ces personnes continuaient à venir aux assemblées et nous partageaient leurs problèmes, elles se sentaient entourées, et elles participaient à la grève ».

Beni Rubio souligne que « le mot clé de la grève a -sans aucun doute- été la solidarité, solidarité entre nous mais aussi avec des gens qui ne faisait pas partie du Centre ». Elle n'était au départ pas adhérente à ELA, et ce pratiquement jusqu'à la fin de la grève, mais elle incarne parfaitement la ligne solidaire et syndicale de l'organisation. Mère de trois filles, « déjà grandes », elle était tellement convaincue de la justesse de cette lutte qu'elle n'a eu à leur expliquer les choses qu'une seule fois ; « plus tard, j'ai vécu un moment tellement difficile que j'ai même pensé à quitter mon travail ; mais j'ai tenu bon grâce à l'appui de mon mari et de mes filles ».



9 Tension maximale : élections syndicales et plan social

La chronique d'un conflit d'aussi longue durée ne peut pas échapper au récit des manoeuvres patronales pour vendre la résidence Ariznavarra, voire même toute la branche socio-sanitaire de Mapfre-Quativae. Pratiquement dès le début, ELA s'est rendu compte que le groupe Mapfre et ses responsables en Alava s'étaient radicalement enquistés sur leur position, ce qui condamnait le personnel à une très longue grève d'usu-re, pour laquelle il fallait être préparé économiquement (caisse de résistance) et moralement. Mais il fallait aussi être à l'affût d'issues alternatives : par exemple quelles autres entreprises pouvaient convoiter la gestion d'Ariznavarra.

C'est ainsi qu'on apprit en novembre 2009 que Mapfre avait estimé à 12 millions d'euros la cession du complexe gériatrique, une offre à laquelle pensait répondre l'entreprise biscayenne Lagunduz. Cette dernière, de son côté, était déjà arrivée à un accord théorique avec le personnel

GRÈVE D' ARIZNAVARRA :
2 ANS, 9 MOIS ET 17 JOURS DE DIGNITÉ

d'Ariznavarra, accord qui garantissait une stabilité professionnelle sur les cinq années à venir. Les négociations autour de l'achat de l'entreprise se prolongèrent et en mai 2010, Lagunduz fit une « dernière offre de neuf millions ». Cela ne fut pas suffisant.

Les travailleuses situent précisément le moment le plus critique du conflit à cette date, le 3 mai 2010. «La direction d'Ariznavarra a cherché un syndicat qui accepte de convoquer des élections syndicales, dans l'objectif de rompre la majorité que détenait ELA. Et c'est le syndicat CCOO qui lui offrit cette aide là, en présentant aux élections plusieurs non-grévistes, autrement dit des « jaunes », des gens proches du patronat» raconte Vicky Holgado. « Même le directeur de la Résidence a voté, et bien évidemment pour CCOO ». Malgré tout, les déléguées d'ELA soufflèrent en voyant les résultats, obtenant 103 des 140 votes émis, ce qui donnait sept déléguées pour ELA et deux pour CCOO. « Ça a été une joie immense ; il y avait beaucoup de choses en jeu car cette même stratégie avait réussi à briser la grève dans d'autres entreprises». L'entreprise avait fait pression sur les travailleurs en CDD pour qu'ils votent CCOO et, de fait « peu de temps après, ils ont licencié tous les CDD qui avaient opté pour ELA», dénoncent-elles.

Ça n'allait pas être l'unique tentative de la direction de diviser le personnel et de briser la grève. « Nous étions fatiguées, cela faisait de très nombreux mois de grève » et peu après, le 7 juillet 2010, nous avons dû gérer une menace de plan social déposé par Mapfre. L'entreprise avait



déjà entamé des négociations avec le groupe Sar pour vendre toute sa division socio-sanitaire (Quavitae), et afin de faciliter l'opération, il nous soumit ce plan social sur lequel nous dûmes voter en assemblée ». Agitant comme appât le maintien de certains emplois, la direction a tenté d'obtenir des adhésions individuelles mais, finalement, le personnel, tenant fermement sur la ligne d'ELA, a rejeté ce plan. Ça a été le second et dernier épisode vraiment critique du conflit. De juillet à décembre 2010 pourtant, Mapfre et Sar ont poursuivi leurs négociations tout en sachant que les travailleuses n'allaient pas changer leurs revendications d'un pouce. La réduction du prix de la vente n'allait pas passer par là...

10 Une lumière au bout du tunnel : le jour de la victoire

S'il faut dater le moment où les travailleuses d'Ariznavarra ont commencé à entrevoir le bout du tunnel lors de cette grève, c'est sans hésiter à leurs yeux le 28 octobre 2010. « L'Entreprise remplaça alors le gérant de la Résidence, dans l'objectif de résoudre ce conflit », peut-être était elle désormais convaincue que les travailleuses ne se rendraient pas. Ou, peut-être, selon une lecture plus modeste réalisée par les travailleuses elles-mêmes, « parce que Mapfre-Quavitae avait une proposition pour vendre sa division socio-sanitaire à un autre groupe et que sans doute une des conditions pour conclure le marché était de résoudre le conflit Ariznavarra ». Comme on l'a su plus tard, le groupe Sar a acheté Quavitae (division socio-sanitaire Mapfre, qui en était propriétaire pour 57%, Cajamadrid en possédant 43%) durant le mois de novembre, fait qui allait entraîner le dénouement final de la grève. Selon les journaux de l'é-

poque, Sar a déboursé 30 millions d'euros pour former le groupe Sar Quavitae.

Mais tout cela ne se sut que plus tard. Pour lors, vers la fin octobre, un marathon de réunions commençait, dans le plus pur style « syndicalisme de négociation » (Ils appelaient à n'importe quelle heure, il fallait être prêtes à négocier à tout moment). Il fallait être très attentif à ne pas jeter en l'air des mois et des mois de lutte entraînées par l'envie d'en finir une fois pour toute avec ce conflit épuisant. Elles savaient qu'il s'agissait d'un moment critique, et que la fatigue accumulée pouvait jouer contre les travailleuses qui voyaient désormais à portée de main la ligne d'arrivée. Reculer la ligne de quelques mètres pouvait être fatal pour un collectif qui était à bout, mais la tentation inconsciente de faire des concessions « pour en finir une bonne fois pour toutes » pouvait être encore plus dangereuse.

Ana González se souvient que « personne ne savait que le dénouement aurait lieu le 16 décembre 2010 ; aussi on peut dire que ça a vraiment été une surprise. Nous étions réunies dans le local d'ELA à Gasteiz et lorsque l'accord est arrivé, nous avons alors vécu un moment très émouvant, au cours duquel toute la tension accumulée pendant plus de 30 mois s'est déchargée d'un coup ». Soudain est arrivé le responsable d'ELA- Gasteiz, Luis Fernández, et tout le monde a filé vers le Preco (instance pour la résolution des conflits syndicaux) « et nous avons signé ».

Cependant, pour les personnes qui négociaient la trame de l'accord, les choses n'ont pas été aussi simples, comme le nuance Vicky Holgado. « La veille, nous savions que c'était fait, mais nous nous sommes rendu compte qu'il y avait un point injuste que nous ne pouvions pas accepter ». L'entreprise voulait imposer que les techniciens diplômés ne jouissent pas de l'augmentation salariale que nous étions en train de négocier et cela a provoqué un dilemme aux déléguées d'ELA qui négociaient. Etaient concernées cinq personnes qui avaient fait toute la grève avec nous ; nous ne pouvions pas les laisser tomber ». Cela a sans doute été une dernière manœuvre de Mapfre pour briser l'unité du personnel car la manière d'inclure ces personnes dans l'accord passait par un renoncement de 0,15% du salaire annuel pour toutes les travailleuses. Plus de

1100 jours de nage à contre-courant et allaient-elles se noyer si près de la berge ?

«Ca a été un grand moment de tension, et tout le monde ne voyait pas d'un bon oeil ce renoncement salarial, mais à la fin, nous avons fait ce que nous croyions le plus juste ; aujourd'hui encore je pense que la décision prise a été la bonne ». Après des échanges intenses, cette concession a fini par représenter 0,06% du salaire annuel, soit 12 euros par travailleuse et par an, et a rendu possible une signature qui par moments, s'était dangereusement éloignée.

En guise de conclusion, María Eugenia Nagore admet qu'il « peut y avoir de meilleurs accords mais nous débordions de raisons de nous sentir satisfaites ». Beni Rubio insiste quand à elle : « nous avons réussi à être prises au sérieux; ils ne vont plus jamais nous « toréer ». Nous ne sommes pas quatre folles qui demandons monts et merveilles. Nous faisons un travail difficile et nous exigeons qu'il soit reconnu comme tel».

Ana González se souvient des sacrifices vécus pendant cette période. « Je pensais tout le temps à mes enfants et, une fois la grève terminée, j'ai éprouvé une sorte de sérénité à la pensée de pouvoir leur consacrer le temps qu'ils méritent ».

Vicky Holgado met l'accent sur « la dignité retrouvée ; nous avons réussi à nous sentir respectées et celui qui viendra maintenant sait qu'il devra prendre très au sérieux ce comité d'ELA ». Par contre, elle n'élude pas les dégâts endurés « pendant ces trois ans, si l'on compare une photo de nous aujourd'hui à une photo de l'époque, tout le monde pourra voir ce que nous avons enduré. Le visage est le miroir de l'âme, nous avons pu le constater par nous-mêmes ». Et, plus important « Si c'était à refaire, nous le referions, sans l'ombre d'un doute ». Plus encore, ces femmes ont fait leur une maxime du sous-commandant Marcos et elles l'ont appliquée jusqu'au bout : « Si tu luttas tu peux perdre ; si tu ne luttas pas, tu es perdue ».

Pourtant, malgré tout, elles savent que « ce n'est pas fini. Il faut conserver ce que nous avons acquis. Pas un pas en arrière, parce que sinon ils nous dévoreront ».

Enfants nés pendant la grève :

1. Igor
2. Orkatz
3. Ander
4. Iune
5. Igor
6. Hugo
7. Naia
8. Irati
9. Rakel
10. Amaia
11. Lucia
12. Daniel
13. Ugazi
14. Haiseder
15. Ane
16. Daniel
17. Silvia

Personnes ayant participé à la grève du début à la fin :

1. Sandra Aguilar
2. Alicia Aldekoa
3. Arantzazu Alducin
4. Lucía Alegre
5. Elena Alonso
6. Isabel Álvarez
7. Mónica Angulo
8. Teresa Antón
9. Amaia Arechavala
10. Elena Bello
11. Yolanda Briz
12. Ainhoa Carrizo
13. Susana Colominas
14. Marga Cuesta
15. Estíbaliz Díaz
16. Mikel Diéguez
17. Iratxe Domínguez
18. Eva Durand
19. Inés Eguilaz
20. M^o Carmen Eguiluz
21. Rosi Espino
22. Guadalupe Felipe
23. Eva Fernández
24. M^a Jesús Fontaneda
25. Rosa Lurdes Garcia
26. M^a Jesús Garcia
27. Ana M^a García
28. Sira García
29. Aurora Gil
30. M^a Mercedes Gil
31. Nagore Glez. Zárata
32. Montse Gómez
33. Ana M^a González
34. Amaia Guaresti
35. Mónica Guaresti
36. Pili Herrero
37. M^a Victoria Holgado
38. Marta Izquierdo
39. Pili Jimeno
40. Elena Jorna
41. Yolanda Lázaro
42. M^a Victoria Lleonart
43. Mónica López
44. Laura Madrid

GRÈVE D' ARIZNAVARRA :
2 ANS, 9 MOIS ET 17 JOURS DE DIGNITÉ

45. Carmen Marín
46. Rakel Martínez de Compañón
47. Mila Montero
48. María Montero
49. Marta Moraza
50. M^a Eugenia Nagore
51. Rebeca Ochoa
52. Ana Ochoa de Aspuru
53. Rebeca Paino
54. Nerea Peña
55. Ángela Pérez
56. Juli Perianes
57. Rosa M^a Prada
58. Marta Preciado
59. Patricia Ramírez
60. Beni Rubio
61. Erika Reyes
62. Ana Rincón
63. Estela Riva
64. Elisa Rodríguez
65. Nuria Rodríguez
66. Ohiana Ruiz del Portal
67. Loli Sabaté
68. David Sáez
69. M^a Cruz Sáez
70. Álvaro Sáez de Vicuña
71. Eider Sánchez
72. Maite Santamaría
73. Isabel Rebollo Santiago
74. Mamen Santiago
75. Begoña Sanz
76. Tatiana Sastre
77. Nieves Tamayo
78. Ana Torrecilla
79. Blanca Uncella
80. Vanessa Uzal
81. Sonia Valdeón
82. Vanessa Vélez
83. Carmen Vicente
84. M^a Carmen Visa
85. Ainhoa Viteri
86. Esther Yera
87. Mónica Zarate
88. Estíbaliz Zuñiga
89. Sandra Román
90. Silvia Sánchez
91. Belén Montero



Vous avez gagné

*Dix-huit jours ont passé
C'était le deuxième mois
C'était en deux mille huit*

*Vous avez dit ça suffit
Avant tout... la dignité*

*Nous avons admiré beaucoup de femmes
Une infinité de femmes nous ont fait trembler
Femmes de feu
Femmes de neige
Mais ce qui nous bouleverse le plus
Ce sont les femmes qui luttent
Et aujourd'hui... c'est vous*

*Des heures d'intempérie
Des centaines d'affiches
Des dizaines de banderoles
Des milliers de tracts*

*Des larmes versées
Tourbillon d'impuissance*

*Mais l'espoir
N'a jamais été perdu*

GRÈVE D' ARIZNAVARRA :
2 ANS, 9 MOIS ET 17 JOURS DE DIGNITÉ

*Condamnées à la pluie sans raison
Depuis, nous vivons
Dans le souffle de la lutte*

*Les pouvoirs publics
Insistent et persistent
Collectionnant les absurdités néolibérales*

*Ils vous ont conviés à vous repentir
Ils vous ont conviés à disparaître
Ils vous ont conviés à tant de merde*

*Mais ils ne savaient pas
Que ce qui a sa propre lumière
Ne peut être éteint par personne
Ne peut être éteint par l'avidité
Ni la cupidité
Du patronat*

*Et le rêve
Se fait à la main et sans permission
Il laboure l'avenir
A grandes doses de solidarité*

*L'espoir
N'a jamais été perdu
Vous vous êtes accrochées à vos principes
Vous nous avez dépassés
Nous laissant sans voix*

*Vous avez gagné
Nous avons gagné*

*Ils ont semé la misère
Et récolté la colère
Les censeurs du printemps
Ont vu fleurir le jardin*

*Vous avez su comprendre l'utopie
Incitatrices d'idéologies
Capables de modifier la réalité existante*

*Vous avez gagné
Nous avons gagné*

*Aujourd'hui n'est pas un jour de raison
Et je ne sais pas aller plus loin*

*Aujourd'hui est un jour de joie
Aujourd'hui est un moment d'allégresse*

*Mais quand vous le pourrez... revenez
Nous avons besoin de vous*

*Parce que nous n'avons jamais
Perdu l'espoir*

Karlos del Rio

GRÈVE D' ARIZNAVARRA :
2 ANS, 9 MOIS ET 17 JOURS DE DIGNITÉ